



Restructuration scolaire

La confessionnalité à l'école: à quel prix?

Dans une étude qu'il rendait publique l'an dernier, Michel Bergeron, professeur en sciences économiques à l'UQAM, chiffrait à quelque 267 millions de dollars le coût annuel de la confessionnalité au Québec.

Qu'en sera-t-il dans l'école prônée par l'avant-projet de restructuration du ministre Laurin? M. Bergeron est invité à traiter de la question lors d'un débat public organisé conjointement par les étudiants du certificat en éducation morale de l'UQAM et le Mouvement laïque québécois (MLQ).

Le débat aura lieu le 14 mars, à 19h30, à la salle AM-050 du pavillon Aquin.

Les organisateurs de la rencontre ont fait appel à des spécialistes d'horizons divers pour aborder le problème de "La confessionnalité et la restructuration scolaire".

• Jean-Marc Samson, professeur en sexologie (UQAM), présentera des données inédites tirées d'une enquête récente. Enquête portant entre autres sur ce que pensent les parents d'un cours d'éducation sexuelle fondé sur les valeurs religieuses.

• Yves Côté, directeur du Service de l'éducation de la Commission des droits de la personne, posera la question: "Les mesures avancées par le Livre blanc sont-elles

(la suite en page 8)

Rôtisserie

Au Poulet Doré

340 est. rue
Sainte-Catherine
288-2441

près de Saint-Denis



Mme Micheline Lamarre

Colloque au CIEE

La famine de 1933 en Ukraine

C'est le vendredi 25 et le samedi 26 mars que se déroulera au pavillon Place Phillips, salle 8800, un colloque ayant pour thème la famine de 1933 en Ukraine.

Organisé conjointement par le Centre interuniversitaire d'études européennes (CIEE) et l'Institut canadien d'études ukrainiennes, il est sous la responsabilité du directeur du département d'histoire, M. Roman Serbyn. L'objectif, c'est de faire la lumière sur une grande tragédie humaine de l'histoire, tragédie presque méconnue mais dont l'ampleur déchirante égale celle de l'holocauste juif. Une famine qui causa la perte de six millions d'Ukrainiens sur la trentaine constituant sa population en 1932-33. Une famine toujours niée par l'Union soviétique et presque occultée par les historiens.

Le colloque examinera la documentation existante sur le sujet, fera une étude empirique de l'évé-

nement, tout en tâchant de répondre à des questions d'ordre méthodologique comme l'analyse d'applicabilité des concepts de génocide et d'ethnocide. Minicolloque au départ, il s'est développé avec le temps et l'intérêt en une rencontre de portée internationale puisqu'il réunira des participants de plusieurs universités du Canada, des États-Unis dont Harvard et Columbia, et de France.

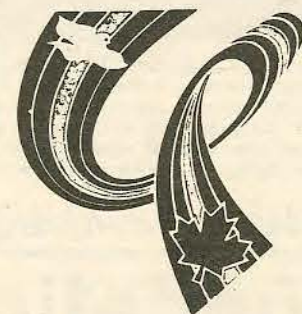
Vers la fin des années 30, ainsi que l'évoque M. Serbyn, le régime stalinien contraind les paysans à mettre tous leurs biens dans les kolkhozes en vue de l'industrialisation massive. La production dégringole mais l'État n'en soutire pas moins de ressources. Si l'opposition est générale en Union soviétique, c'est en Ukraine qu'elle se manifeste avec le plus de vigueur, la tradition des communes paysannes (MIR) n'y existant pas. Le renouveau



l'uqam hebdo

Entre Montréal et Granby

L'UQAM portera la flamme des Jeux Universitaires 83



Universiade 83
Edmonton-Alberta-Canada

Quoi de commun entre Edmonton, Granby et l'UQAM? D'abord, c'est dans la capitale de l'Alberta que du 1er au 15 juillet, se dérouleront les XXIIe Jeux mondiaux universitaires. L'événement, une première au Canada, est la plus importante manifestation sportive au monde après les Olympiques. Présentés sous la bannière d'Universiade 83, ces jeux ont 40 ans d'existence. Paris fut en 1923 le site de leur lancement sous les auspices de l'Union nationale des étudiants français. Puis, ce fut Varsovie, Prague, Rome, Budapest, Monaco, Sofia, Tokyo, Mexico, pour ne mentionner que quelques-unes des villes hôtes. C'est aux Jeux universitaires que le Tchecoslovaque Emil Zapotek commença à dominer les courses de demi-fond, que le Soviétique Valery Brumel établit un record mondial au saut en hauteur. À Edmonton, il y aura 85 pays participants, dont l'URSS, les États-Unis et la République populaire de Chine qui effectue avec 300 athlètes, une entrée en force. Au total: 4 500 athlètes. À noter que

75% des médaillés des Olympiques sont déjà des champions venant d'universités.

Le Canada envoie habituellement quelque 200 participants aux Jeux universitaires. "Dans l'ensemble du Québec, le potentiel du bassin de recrues est de 50 à 60 athlètes, précise M. Pierre Lassonde, directeur du service des sports. Ils se répartissent dans les 10 disciplines inscrites: athlétisme, ballon-panier, plongeon, cyclisme, escrime, natation, gymnastique, tennis, volleyball, water-polo. La sélection est faite par les fédérations canadiennes des sports concernés, en consultation avec les fédérations provinciales. Elle s'effectue en fonction de la performance, qu'importe l'université d'où provient l'athlète. Une fois l'équipe constituée, les participants portent les couleurs nationales, et non celles des universités. À l'UQAM, les possibilités de sélection sont du côté de l'athlétisme (piste et pelouse). Dans ces choix, l'importance des installations sportives

jointe à la préoccupation d'excellence individuelle dans la performance favorisent davantage McGill, Laval, Concordia et Sherbrooke."

Dans le cadre de vastes manifestations populaires et culturelles entourant la tenue d'Universiade 83, l'Université du Québec à Montréal a accepté de prendre part au transport à travers le pays de la flamme des Jeux d'Edmonton. Le relais assigné à l'UQAM est le trajet Granby-Montréal. Sous peu le service des sports invitera officiellement tous les gens de la collectivité universitaire à y participer. Les exigences: être capable de courir 1 km en 5 minutes. Le transport de la flamme sur tout le territoire canadien se fera entre le 1er juin et le 1er juillet, tandis que le relais UQAM de Granby à Montréal est prévu entre le 6 et le 12 juin.

C.A.



M. Roman Serbyn: "Au Québec, on a parlé de 100 ans d'injustice. Depuis son annexion à la Russie, c'est trois siècles d'injustice que l'Ukraine a subis."

national ukrainien, très vif dans les campagnes à cette époque, est écrasé par la contrainte armée. On assiste à la russification des cadres administratifs, des journaux. Les monuments sont détruits, la délation s'installe. Fermée, inaccessible aux touristes, aux étrangers, aux journalistes sinon à ceux favorables au régime, l'Ukraine connaît entre 1932 et 1934 une terrible famine artificielle, amenée par la rafle des ressources. Paradoxalement, l'Union soviétique exporte les céréales de l'Ukraine.

"Dans la littérature soviétique,

la famine n'existe pas, sauf à travers quelques rares romans et nouvelles qui sont parvenus à filtrer. En Occident, les manuels n'ont commencé de traiter de la famine que vers les années 50", précise M. Serbyn, lui-même d'origine ukrainienne, ajoutant qu'à Montréal, il y a encore des familles dont les parents ont vécu le génocide mais ne veulent pas en parler.

Le colloque est ouvert à tous. On espère en publier les actes de même qu'une bibliographie.

C.A.



La direction du club. Dans l'ordre, de gauche à droite, M. Jean-Jacques Perreault, des services financiers, vérificateur; M. Pierre Normand, service de la maintenance, vice-président; M. Paul-Émile Veilleux, services financiers, trésorier; M. Gilles Germain, service de l'entretien, président; M. Serge Bouchard, service du personnel, directeur; Madame Françoise Bertrand, décanat de la gestion des ressources, directrice; M. Michel Leclerc, vice-recteur à l'administration et aux finances, représentant l'UQAM; Madame Francine David, décanat du 1er cycle, secrétaire; MM. Jean-Guy Prescott, service des sports, Guy Boulet, département des arts plastiques, et Michel Lefebvre, relations publiques, personnes ressources.

Sa devise: "J'embarque"

Fondation du Club social du personnel de l'UQAM

Ces jours derniers avait lieu à la salle des boiseries le lancement officiel du Club social du personnel de l'UQAM (CPS-UQAM). L'idée avait fait son chemin à la suite du succès d'un tournoi de golf à Saint-Jean-de-Matha, organisés par trois employés de l'Université, MM. Pierre Normand, Michel Sirmard et Gilles Germain. Mais pour ce dernier, au service de l'UQAM depuis sa fondation et président du Club, le rêve datait de loin: "Les grèves mises à part, il n'y a jamais eu d'occasions de se rencontrer, de se connaître entre gens d'un même milieu de travail. Grâce au Club, le climat des rapports peut s'améliorer par la mise sur pied d'activités sociales."

Au calendrier des manifestations prévues; le 12 mars, une danse sociale au gymnase du pavillon Lafontaine, avec orchestre; à la fin d'avril, un rallye automobile-observation avec souper dans une cabane à sucre, suivi de danse; le 4 juin, tournoi de golf à Saint-Jean-de-Matha; en septembre, un grand défilé de mode monté par les gens de l'UQAM.

Le Club, association sans but lucratif, est ouvert à tout le personnel de l'Université. Peut être membre, toute personne qui est ou qui fut à l'emploi de l'UQAM, et qui a payé sa cotisation annuelle, soit 12\$. La carte d'adhésion est valable jusqu'au 31 mai 84. Celle-

ci donne droit, à certaines occasions, à une réduction de prix lors d'activités du Club. Des macarons "J'embarque" sont encore disponibles. On peut se les procurer en s'adressant aux membres du conseil de direction. Enfin, un

sondage inter-pavillonnaire sera mené afin de permettre à tout un chacun d'exprimer ses goûts et ses préférences en matière d'activités qu'on souhaiterait avoir au Club.

C.A.

Critères d'évaluation des centres régionaux

Dans le cadre de l'opération "Évaluation des centres régionaux", la commission des études acceptait récemment les critères d'évaluation proposés par le doyen du 1er cycle, M. Gilbert Dionne.

La situation de chacun des centres régionaux pourra ainsi être appréciée d'ici le mois de mai. Les critères ont été retenus selon les objectifs identifiés antérieurement: ils permettront d'en vérifier le degré de réalisation.

Le premier objectif des activités hors-campus est de favoriser l'accès à l'Université aux adultes en régions périphériques. Le comité d'évaluation devra donc répondre aux questions suivantes: quel est le profil des étudiants inscrits (âge, sexe, occupation, base d'admission), leur lieu de résidence, le nombre de programmes offerts, l'accès aux programmes contingentés? Afin de savoir si l'UQAM a été présente au milieu et en a identifié les besoins, les membres s'interrogeront sur les points suivants: participation à des activités ou aux événements

du milieu, demandes d'information de la part de la population, utilisation du centre comme point de contact pour fins de recherche ou de services à la communauté, etc.

Afin d'assurer la qualité de l'enseignement: quel est l'état des services de support offerts tant sur le plan administratif (accueil et information, disponibilité des employés) que sur le plan pédagogique (aide pédagogique, bibliothèque, audio-visuel, matériel, salles de cours, de réunion, évaluation des enseignements, nombre de professeurs réguliers et de chargés de cours)? L'objectif d'auto-financement a-t-il été atteint? L'étude de l'état des revenus et des dépenses devrait apporter l'éclairage voulu.

L'examen de l'évolution de la clientèle étudiante et du régime d'étude choisi permettra enfin de vérifier si chacun des centres a pu s'assurer d'une clientèle suffisante en particulier auprès des adultes à temps partiel.

D.N.

Aux archives: un système de micrographie qui devient vivant

Entouré de caméras, de visionneuses-lecteurs, de bouts de pellicule, Robert Lavallée fait penser à un monteur de films. L'image ne lui déplaît pas. Il aime croire que, dans son travail de microfilmage de documents aux archives, il entre une part de créativité. "J'ai l'impression de réaliser de petits scénarios quand je prépare mes pochettes de micro-fiches ou mes bobines de micro-films. Je prends beaucoup de soin pour choisir le titre, les inter-titres, pour préparer les légendes qui accompagnent chaque série de documents. J'ajoute au besoin des identifications visuelles. Au bout de la ligne, je pense que ce n'est pas inutile; des usagers me disent que cela rend la lecture des documents microfilmés plus agréable, moins fastidieuse."

Robert Lavallée, technicien en archives, s'attache depuis deux ans à mettre au point le système de micrographie aux archives de l'UQAM. Le but premier visé par cette opération: l'économie d'espace. "La micrographie permet d'exploiter des images photographiques de dimensions réduites. Les documents microfilmés ne nécessitent que 2% de l'espace occupé par les mêmes documents originaux." Et ce n'est pas là, selon lui, le seul avantage du microfilmage. "Qu'on pense à la conservation: le service des archives possède toujours 2 copies de la pellicule soit en film, en pochette, ou en microfiche (copie sur diazo). La première copie est déposée dans un coffret de sûreté à l'extérieur de l'UQAM, et l'autre copie est conservée aux archives, dans une salle spécialement aménagée pour fins de conservation

et de consultation. Cette salle est protégée par un système de gaz nommé Halon 1301."

Aux archives de l'UQAM, que conserve-t-on tout spécialement?

En priorité, explique M. Lavallée, les archives conservent les procès-verbaux des assemblées statutaires (Assemblées des gouverneurs, comité exécutif, commission des études, conseil d'administration, etc.) Puis, les annuaires de l'UQ et de l'UQAM, les commandes de cours, la correspondance des recteurs, les documents ayant trait aux finances. Et les Fonds privés: Frère Jérôme, Société canadienne d'histoire naturelle et des Cercles des jeunes naturalistes, Société de biologie de Montréal, etc. Sans compter beaucoup d'autres documents sur la vie administrative, d'enseignement-recherche et para-universitaire de l'UQAM."

Depuis 1979, l'UQAM s'est dotée d'un calendrier de conservation, qui détermine la nature des documents à microfilmer. D'autre part, en 1980, l'Université bénéficiait des dispositions de la loi de la preuve photographique de documents, qui autorise le service des archives à effectuer le microfilmage des documents (et de la destruction desdits documents). "Par la loi de la preuve photographique, précise M. Lavallée, tous les documents microfilmés possèdent la même valeur que les originaux." Actuellement, à l'UQAM, deux personnes sont autorisées à procéder au microfilmage des documents, puis à leur destruction: Robert Lavallée et Mme Bozena Jilek, également des archives.



M. Robert Lavallée, technicien en archives.

Vanté par celui qui en assure la réalisation, le système de micrographie est-il souhaité ou accepté par l'ensemble des usagers? Robert Lavallée pense qu'il faut un temps d'adaptation. "Un peu tout le monde à l'Université a

l'habitude de l'imprimé. Travailler directement sur le papier les rassure. Mais, les gens se font de plus en plus aux écrans. Et, pour ceux qui tiennent mordicus au papier, il y a toujours l'imprimante..."

H.S.

Concert Musiqam le 8 mars

Dans le cadre de la Semaine culturelle de l'UQAM, le regroupement et le module musique invitent la collectivité au concert.

"Chant et musique d'ensemble"

sous la direction du professeur Monik Grenier, pianiste, avec la participation de 17 étudiants, et du professeur Roland Gosselin, baryton-basse.

Au programme, des oeuvres de Händel, Mozart, Schubert, Massenet, Bohm, Poulenc et Wagner.

Mardi, 8 mars, à 20h, Salle Marie-Gérin-Lajoie.

Entrée libre.

En France, l'enseignement assisté par ordinateur

Du primaire à l'université

Lors de son passage à l'Université, M. Claude Durand-Prinborgne, recteur de l'Académie de Lille, professeur de droit et de sciences politiques, administrateur universitaire de carrière, a brossé au cours d'une conférence publique un tableau de l'enseignement assisté par ordinateur en France, et tout spécialement par référence au secteur incombant à sa juridiction, la région Nord/Pas-de-Calais. Pour donner un ordre de grandeur, ce réseau pédagogique et administratif est le 2e en importance de France; il couvre quatre millions d'habitants, 190 lycées, 320 collèges, 4 500 écoles, quatre universités (Lille I, II et III, ainsi que Valenciennes). De fait et en droit, le recteur de l'Académie de Lille supervise l'activité d'un million de personnes, écoliers, étudiants, du primaire au supérieur.

L'informatique dans sa relation avec l'enseignement est un nouveau défi des sociétés contemporaines. Dans le système scolaire français, dès l'élémentaire, note M. Durand, on décèle des retards d'apprentissage de la lecture, (orthographe, synthèse rapide, mathématiques), retards plus ou moins accusés selon les régions de France. Et là où il y a une forte concentration de main d'œuvre industrielle, il n'y a guère d'incitation à l'étude.

Le problème national se pose d'abord en termes de nombre: former à différents niveaux des informaticiens - programmeurs, analystes, responsables de systèmes, etc. Les paliers de formation sont entre autres, le brevet supérieur, le diplôme universitaire de technologie (bacc., licence, maîtrise). L'État prévoit en outre un plan de rattrapage. En second lieu, la France s'efforce de répondre par le nombre et la qualité aux demandes nationales en techniciens industriels et de gestion: plan de rattrapage pour électroniciens, maîtrise en physique des composantes; brevets d'études professionnelles (simulation par exemple en gestion de stock, facturation, etc), bacc. et maîtrise en informatique appliquée à la gestion, avec concentration sur les automatismes, les machines à commande numérique, la conception assistée par ordinateur. Troisième volet, la mise en place par étapes de batteries de micro-ordinateurs pour que progressivement, le système d'enseignement (collèges, lycées, écoles normales et d'enseignement technique) s'imprègne de l'informatique. Aucun jeune ne pourra ignorer l'informatique, insiste le recteur de Lille, qu'il s'agisse d'interroger les banques de données documentaires sur l'enseignement, la poursuite des études, les débouchés. De pair, que les enseignants de toutes disciplines participent à l'introduction de l'informatique et prennent en charge à leur tour "cet authentique instrument d'enseignement". Enfin, l'État établit des zones d'éducation prioritaires pour rejoindre des publics scolaires dé-



M. Durand-Prinborgne: "Une mise au pouvoir de l'imagination par des gens initiés."

favorisés au primaire. Dans certains départements très peuplés, où sévit une grave crise de l'emploi, comme le Nord et le Pas-de-Calais, l'enseignement assisté par ordinateur y devient une nouvelle manière d'alphabétisation.

Invité à s'adresser aux professeurs par le directeur du département des sciences de l'éducation, M. Bernard Lefebvre, le recteur de l'Académie de Lille a traité de l'évolution du système éducatif français, depuis 1981 spécialement. M. Durand-Prinborgne a tracé un bilan historique des points de rupture et de novation dans le domaine de l'éducation avec l'avènement d'un gouvernement socialiste.

C.A.



De gauche à droite, M. Patrick Plumet, tuteur de l'atelier et les étudiants Krystian Poulin, Robert Hébert, Manon Dunn et Simon Duquet au labo d'archéologie.

Une vaste initiative étudiante

"Archéologie-Québec 1983"

Dix jours d'activités archéologiques, abondamment émaillés de conférences, projections de films, expositions, voilà ce que, du 21 au 31 mars, les étudiant(e)s au certificat en archéologie (rattaché au module d'histoire) offriront non seulement à l'ensemble de la collectivité universitaire, mais encore, vitrine sur l'extérieur, aux gens des autres universités, des cégeps et du secondaire, aux employeurs éventuels et au grand public.

La préoccupation répond à un désir de faire connaître le certificat et de s'impliquer dans le do-

main de l'archéologie pour établir un lien concret entre l'Université et le milieu de travail: l'entreprise privée et le secteur d'État.

Dans le foyer de la salle Marie-Gérin-Lajoie seront exposés des objets-témoins en archéologie terrestre et sub-aquatique, pièces prêtées notamment par le ministère des Affaires culturelles, le Musée de l'Homme (Ottawa), la Place Royale (Montréal), le Musée de l'Île Sainte-Hélène, l'UdeM, et Parcs-Canada. En minéralogie et en paléontologie, les objets viennent du Club de minéralogie de Montréal ainsi que des scien-

ces de la Terre à l'UQAM. Une section d'animation visuelle - courts métrages, diaporamas et bandes vidéo, cartes et plans - initiera le visiteur aux techniques de fouilles, au travail en laboratoire ainsi qu'au contexte anthropologique. Dans la vitrine de la bibliothèque centrale, AM-100, il y aura exposition de revues, périodiques, dossiers et documents traitant de l'archéologie au Québec. La COOP vendra pour l'occasion des ouvrages sur les recherches amérindiennes au Québec, les parutions de la collection Paléo-Québec, des traités et manuels. Lors du vernissage d'Archéologie-Québec 1983, dont la série de conférences et de films est annoncée en page 8, une brochure d'information sera lancée. Elle contiendra, entre autres, des témoignages d'archéologues sur le choix et l'exercice de leur discipline, les possibilités d'avenir, une liste des établissements qui dispensent des cours menant à une formation archéologique, le texte de la loi sur les biens culturels, une bibliographie de livres et revues en archéologie, des cartes et des photos. La brochure sera diffusée dans les services d'orientation scolaire et professionnelle des maisons d'enseignement du Québec. Le but est de promouvoir l'archéologie comme choix de carrière.

Cette semaine d'archéologie est une réalisation essentiellement étudiante, préparée de longue main dans le cadre d'un atelier de synthèse supervisé par le directeur du laboratoire d'archéologie, M. Patrick Plumet, professeur chercheur aux sciences de la Terre. L'organisation entière du programme, y compris la publicité et l'administration, relèvent de: Robert Hébert, André Jolivet, Lawed Berrada, Francine Chasé, Manon Dunn, Simon Duquet, Hélène McClure, Pierre Tremblay, Madeleine Bélanger, Chantal Huet, François Delacroix, François Trudel, Denis Faucher, François Marcoux, Krystian Poulin et Anina Serran. Le groupe a sollicité des fonds auprès d'une quarantaine d'organismes privés et publics. Il espère un financement externe à 80%.

C.A.

Colloque interconstituantes en éducation

- un projet de doctorat
- un plan triennal de collaboration

C'est à l'occasion du colloque des chercheurs en éducation des constituantes de l'UQ, le 18 mai au pavillon arts IV que sera présenté le projet de doctorat interconstituantes en éducation, jumelé d'un plan de développement de la recherche à ce niveau.

L'événement est organisé grâce à une subvention du siège social de l'UQ, dans le cadre du programme de la communauté scientifique Réseau (créé il y a deux ans principalement pour promouvoir des réalisations concertées de recherche et d'enseignement), le CIRADE ainsi que le département des sciences de l'éducation.

L'organisateur du colloque, M. Marcel Lavallée, directeur du GREC, une des unités du CIRADE, énumère les objectifs, soit: faire connaître les groupes de recherche en éducation, dans les constituantes de l'UQ, afin de rationaliser les développements de programmes d'études supérieures de 2e et 3e cycles (maîtrise, doctorat et certificat); poursuivre les démarches et les concertations interconstituantes en vue d'implanter le doctorat en éducation; mettre en rapport les chercheurs travaillant sur des thèmes semblables ou connexes; favoriser la création d'une communauté

scientifique de chercheurs en éducation en constituant des équipes multi-constituantes de recherche; établir un inventaire des personnes ressources chez les professeurs, les professionnels et les étudiants, monter des banques de données primaires et documentaires Réseau en éducation, et enfin, favoriser la création de projets interconstituantes en établissant un plan triennal de collaboration.

"L'UQAM sera responsable d'une première mise en commun des projets des différentes constituantes", précise M. Lavallée, qui prévoit la participation à ce jour de l'INRS-Education, du Centre d'études universitaires d'Abitibi-Témiscamingue (CEUT), ainsi que des constituantes de Hull, Chicoutimi, Rimouski, et Trois-Rivières.

L'interdisciplinarité s'insère de soi dans la composition des groupes de trois ou quatre participants, délégués par les constituantes. Ainsi est-il loisible que se côtoient, outre des gens des sciences de l'éducation, des chercheurs en psychologie, en sociologie, en linguistique et en mathématiques, par exemple. Toutefois, réservé aux délégués, le colloque n'est pas ouvert.

C.A.



M. Marcel Lavallée: "Apprendre à travailler ensemble, et, à cause du très grand nombre de variables de la recherche, pourquoi pas recourir au modèle systémique de la relation sujet (l'étudiant)/objet (la matière/agent (l'enseignant))."



Intervenants régionaux en discussion avec un groupe d'étudiants.

Région des Cantons de l'Est

Des étudiants posent la question de l'identité patrimoniale

Les Québécois se sentent-ils attachés à la région où ils sont nés? Cet attachement correspond-il à un enracinement culturel, à une identité patrimoniale? Des étudiants en histoire de l'art ont choisi d'enquêter sur le sujet. Leur terrain: les Cantons de l'Est. "En raison de son accessibilité, de sa richesse patrimoniale, des problèmes de définition et d'identité qu'elle pose." Ils ont choisi, par ailleurs, une sous-région témoin, celle de Brome-Missisquoi-Shefford.

Première étape de leur travail: la cueillette de documents. "Il s'agissait, explique l'une des étudiantes, Aline Paradis, de prendre connaissance de ce qui s'est écrit au cours des années sur la région de l'Estrie. Puis, d'en dresser un inventaire."

Dans un second temps, les étudiants se sont rendus sur place interroger la population. À Sherbrooke d'abord, où ils ont rencontré une cinquantaine de cégépiens natifs des Cantons de l'Est. Première surprise: sur les 50 cégépiens, seulement 4 ont pu, approximativement, déterminer les limites territoriales de la région de l'Estrie. La majorité d'entre eux ont dit s'identifier à une ville plutôt qu'à une région. Le patrimoine? "Ils ont avoué en connaître mal la signification. Pour eux, le patrimoine est plus ou moins synonyme d'héritage architectural; ils ne l'entendent pas dans un sens élargi (paysages, bâti, folklore, traditions...)"

Le deuxième groupe de personnes interrogées par les étudiants de l'UQAM, étaient de Brome-Missisquoi-Shefford (d'âges et de milieux divers). Dans cette circonscription, on s'identifie de moins en moins aux Cantons de l'Est, souligne Aline Paradis. "Sherbrooke, pour eux, c'est loin. Ils disent se sentir de plus en plus laïcs. Et certains ont avoué avoir un pied du côté des USA. Les gens de Brome, tout comme les cégépiens sherbrookoïses, entendent par patrimoine, le paysage architectural. "Ils y sont très attachés et s'inquiètent de le voir si peu protégé."

Après avoir sondé la population, les étudiants en histoire de

l'art ont rencontré des intervenants régionaux. Une journée d'étude avait été organisée, pour l'occasion, par l'Association des Townshippers, la Société d'histoire de Shefford et le Groupe de recherche en patrimoine de l'UQAM. Une constatation réjouissante pour les étudiants: les intervenants sont venus en grand nombre.

Aline Paradis raconte qu'ils ont débattu de questions portant sur la définition du contenu patrimonial de la région Brome-Missisquoi-Shefford; la coexistence des groupes ethniques et les problèmes d'identité; les perspectives d'actions planifiées conjointement entre l'université et les groupes du milieu. D'après Mlle Paradis, c'était une belle occasion de réunir des intervenants des milieux anglophone et francophone. "Et il en est ressorti que les anglophones de la région sont concernés depuis très longtemps - beaucoup plus que les francophones - par les problèmes d'identité patrimoniale. Chez eux les Sociétés d'histoire existent depuis toujours."

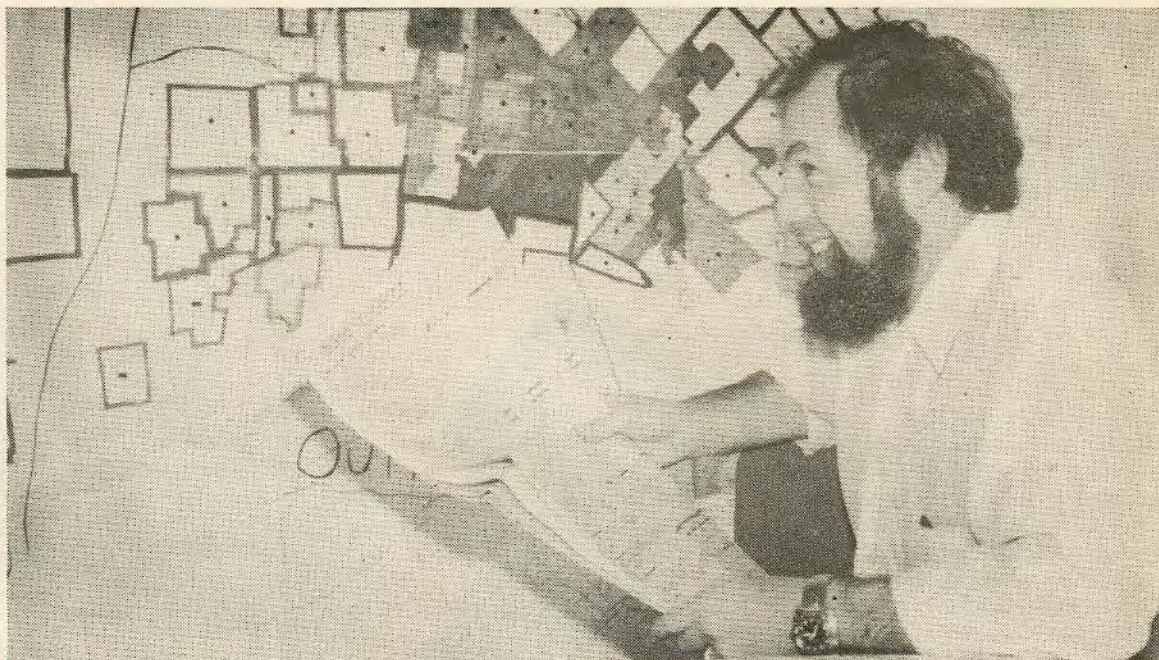
Pour les neuf étudiants d'histoire de l'art, la rencontre a permis d'échanger et d'ouvrir la voie - espèrent-ils - à d'éventuels stages d'étude dans le milieu.

Leur recherche, inscrite dans le cadre du cours en patrimoine, leur a valu une subvention PAC (projet d'action communautaire). Un renouvellement de subvention leur permettrait d'assurer un suivi, souligne Aline Paradis.

H.S.

Pour femmes seulement

Entrée libre pour femmes seulement. Le mardi 8 mars, salle A-M050, à 12h15; débat sur la journée internationale des femmes organisé par le comité-femmes de l'UQAM. Des militantes faisant partie de mouvements féministes autonomes sont invitées à exprimer la signification que prend à leurs yeux cette journée mondialement consacrée aux femmes. Parmi les invitées: Francine Pelletier, du périodique "La vie en rose", Rachel Bélisle du défunt "Des luttes et des rires de femmes".



M. Guy Lemay

En matière d'environnement

Les municipalités se protègent

Petites ou grandes, les municipalités du Québec à vocation touristique et de villégiature se sont-elles dotées de réglementations propres à protéger leurs ressources environnementales? D'un endroit à l'autre, les législations diffèrent-elles? Sous la conduite de M. Guy Lemay (du département de géographie), MM. René Provencher et Luc Voinson (du bacc. et de la maîtrise en géo) ainsi que Mmes Mireille Lehou et Jocelyne Laing (de la maîtrise en sciences de l'environnement) font actuellement le point sur la situation.

Cinq régions ont été inventoriées: Laurentides-Delanaudière, l'Estrie, Pontiac-Gatineau, Papi-neau-Labelle, la Mauricie, le Nord de Québec. Parmi l'ensemble des municipalités qui les composent, près de 200 ont été retenues par l'équipe de recherche compte tenu surtout de leur forte proportion de population saisonnière. Une subvention du FIR avait déjà permis en 1978 de jeter les bases de la recherche dans 55 municipalités des Laurentides.

Par contacts téléphoniques ou postaux, les chercheurs ont recueilli à ce jour la quasi-totalité

des réglementations existantes. Chacune d'elles a été analysée selon une grille développée en fonction des variables spécifiques de l'occupation et de l'utilisation des milieux naturels: mécanismes de contrôle en vigueur (permis de construire, de lotir, d'occuper); zonage (rural, commercial, industriel, récréatif, de villégiature); superficie et largeur des lots; aménagement des berges; recouvrement végétal des lots; approvisionnement en eau potable; zone de maisons mobiles, terrains de camping; évacuation et traitement des eaux usées, etc.

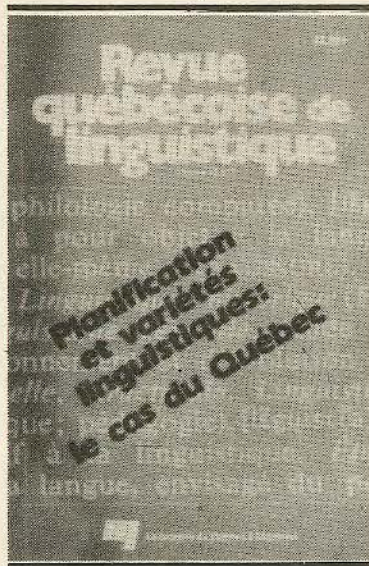
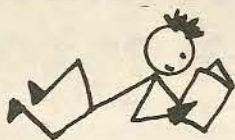
"On note une grande disparité d'une municipalité à l'autre, conclut M. Lemay. Certaines réglementations sont établies par des firmes d'urbanisme, d'autres existent dans les faits sans qu'on ait jamais senti le besoin de les mettre sur papier. Cela dépend du potentiel naturel des municipalités, de leurs ressources financières, etc. Certains documents contiennent des notions très avantgardistes, d'autres apparaissent plus traditionnels."

"En général, poursuit-il, l'idée de la qualité de la vie fait son chemin. On est préoccupé par le développement harmonieux de l'espace, on manifeste une volonté de sauvegarder le milieu naturel tout en respectant certains besoins de croissance et d'expansion. Chose sûre, les réglementations sont nombreuses (fédérales, provinciales, municipales). Jusqu'à quel point dans la réalité on y déroge? Difficile à dire..."

Dernières étapes de la recherche: comparer les informations juridiques avec des observations sur le terrain ou à l'aide de photos aériennes; définir une typologie des espaces récréatifs et naturels ainsi que les normes de contrôle et de protection appropriées; cartographier les résultats; éventuellement, élaborer une réglementation-type; diffuser les conclusions de la recherche afin d'aider les municipalités à évaluer leurs propres outils législatifs. Toutes choses possibles à réaliser pourvu que le FCAC continue à en supporter le poids financier.

D.N.

les gens d'ici



La dernière publication de la Revue québécoise de linguistique est toute entière consacrée au thème: "Planification et variétés linguistiques: le cas du Québec". La Revue s'ouvre sur un substantiel article, signé Denise Daoust, de l'Office de la langue française. Article qui se propose: a) de décrire la situation qui a amené le Québec à adopter la loi intitulée Charte de la langue française, b) de donner un aperçu des autres lois ou projets de lois

linguistiques qui l'ont précédée, c) d'examiner les points principaux par rapport à deux types de planification linguistique: un premier où les efforts sont centrés sur la promotion du statut d'une langue et sa valorisation socio-économique, et un deuxième type qui vise la valorisation sociolinguistique d'une variété de langue.

Également dans ce numéro thématique, Monique Lemieux, de l'UQAM, qui aborde la question de "La négation dans la théorie du liage et du gouvernement"; Yves Barbarie (UdeM) qui s'intéresse à "L'analyse sociolinguistique de la syntaxe de l'interrogation en français québécois"; Jean-Marcel Léard (Un. de Sherbrooke) qui présente un "Essai d'explication de quelques faits de morphosyntaxe du Québécois: le pronom relatif en diachronie structurale"; Laurent Santerre (UdeM) qui traite "Des (r) montréalais imprévisibles et inouïs".

Des comptes rendus d'ouvrages récents complètent le numéro.

La Revue québécoise de linguistique, dirigée par Judith Mc A'Nulty, professeure au département de linguistique de l'UQAM, est éditée par le service des publications de l'Université. Le coût à l'unité: 12,95\$ (l'abonnement annuel - 2 numéros - 20\$).



À Beijing, MM. Chen-giang (interprète, futur étudiant au Canada), V. Kirpalani, P. Bernard, Jiang Mong (fac. d'adm. U. du Peuple) et Wang (U. de Tianjin).

Dans le cadre d'un projet ACDI

La Chine se tourne vers le management à l'occidentale

Former des professeurs au management et aux systèmes d'information, tel est le but recherché par la République populaire de Chine dans les cadres d'un projet ACDI et d'une entente globale sur des accords commerciaux avec le Canada.

Quatre institutions universitaires montréalaises, McGill, HEC, Concordia et l'UQAM recevront, dans un programme d'échanges, des étudiants chinois et enverront des professeurs en Chine. L'évaluation des besoins de ce pays en informatique et en ressources documentaires (bibliothèques) est aussi à l'ordre du jour.

Accompagné du professeur V. Kirpalani, de Concordia, le directeur du département des sciences administratives à l'UQAM, M. Prosper Bernard est allé là-bas en mission exploratoire. La Chine prépare des économistes, des ingénieurs, mais comme tels, peu de gestionnaires, constate-t-il. La révolution culturelle a beaucoup retardé l'essor des universités - il y a eu des fermetures - et le développement de la formation. C'est le petit nombre qui va à l'université. Ainsi l'Université du Peuple de Beijing et l'Université de Tianjin, nom d'une ville industrielle portuaire, ne comptent respectivement que 500 étudiants en gestion et 500 en génie: "Ce qui ne se compare en rien à la dimension de nos universités. Par rapport aux établissements chinois, l'UQAM, c'est très gros, commente M. Bernard. Il faut tou-

tefois dire qu'en Chine, professeurs et étudiants universitaires vivent ensemble dans une sorte de petites collectivités autonomes."

La Chine veut se mettre à l'heure de l'Occident en matière de méthodes de gestion (finance, marketing, informatique, management, production commerciale, gestion de projet, etc). Elle veut développer les systèmes d'information en fonction de la gestion interne du pays ainsi que se pourvoir de manuels de sciences administratives. "Si on peut voir quelques micro-ordinateurs par-ci par-là, des bouliers par contre, il y en a partout. Dans un magasin, un boutiquier qu'agace le maniement d'un mini-calculateur, se repliera vite sur le boulier pour faire les additions en un clin d'oeil. Paradoxe aussi la coexistence de la recherche atomique avec une économie en voie de développement, où l'on circule à bicyclette et en charrette à mule. Une économie de contrastes où les classes sociales existent encore", conclut M. Bernard.

En mai prochain, une équipe de quatre professeurs, un par université montréalaise, ira en Chine, tandis qu'au mois de septembre arriveront une douzaine d'étudiants chinois à la maîtrise et au doctorat, lesquels se répartiront entre les institutions universitaires de la région métropolitaine. À l'automne, quelques autres professeurs séjourneront en Chine.

C.A.

Lupien & Lalonde
notaires & conseillers juridiques

280 ouest, rue Sherbrooke
Montréal H2X 1X9
Au téléphone: 844-3843

Voici la célèbre bière B di
n'est aussi coûteuse
maturation par le hêtre
une richesse dans le goût

DE RENOMMÉE
MONDIALE

5% alc./vol.

Budweiser

BF
*Brassée selon
Brewed by the*

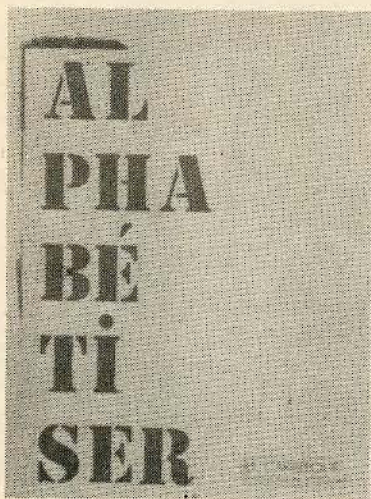
PAR LA BRASSERIE LABATT LTÉE

SOUS LICENCE D'ANHEUSER-BUSCH, INC.

TM/MARQUE ANHEUSER-BUSCH, INC • FAB

Labatt

Toute une bière



"Alphabétiser - pratique locale et vécu quotidien". C'est le titre d'un document de quelque 300 pages que vient de publier l'équipe Alpha du Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles. Serge Wagner, professeur à l'UQAM, est un des auteurs de la publication, réalisée avec la collaboration de Micheline Laperrière, Odette Paradis et Cécile Vanasse.

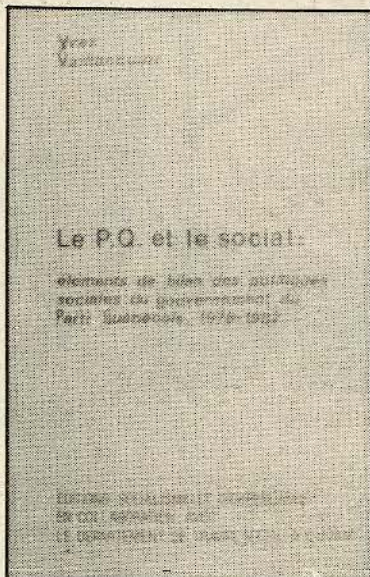
C'est le deuxième ouvrage produit par le Carrefour dans le cadre de son projet d'alphabétisation. Le premier, intitulé "L'alphabétisation à repenser", relatait l'évolution de cette expérience sur une période de dix ans; il rendait compte également du travail pédagogique dans un atelier Alpha. Cette fois, les auteurs ont plutôt choisi de pénétrer au cœur du travail d'alphabétisation: "Nous présentons comment s'organisent l'alphabétisation et le travail de concertation; nous faisons part d'approches méthodologiques et de certaines expérimentations pédagogiques; nous abordons la question de l'évaluation des participants et des participantes et tentons de mieux connaître la pratique de lecture et d'écriture de celles et ceux qui s'alphabétisent."

La recherche et la publication ont été financées conjointement par le Carrefour, la Commission des écoles catholiques de Montréal et le ministère de l'Éducation. Ceux-ci ont également subventionné la production d'un vidéo illustrant le fruit de quinze années de travail au Carrefour. Le thème: "Alphabétiser, ou la parole qui lutte". Cinquante-deux minutes qui célèbrent "la fête de la parole et la solidarité du monde ordinaire".

Serge Wagner a collaboré à la recherche-action qui a permis de réaliser ce document, conçu d'abord à l'intention des intervenants et intervenantes en alphabétisation mais aussi, à l'intention des analphabètes eux-mêmes.

Ce vidéo a été produit pour le compte de la Direction générale de l'éducation des adultes, par le Centre d'animation et de production audio-visuelle (Commission scolaire régionale des Laurentides). Il fait connaître des analphabètes qui parlent de leur condition d'analphabète; d'autres qui sont "en voie d'alphabétisation"; d'autres, enfin, qui expliquent comment la lecture et l'écriture ont transformé leur vie.

C.G.



Sous le titre "Le P.Q. et le social", Yves Vaillancourt, professeur en travail social, présente des "éléments de bilan des politiques sociales du gouvernement du Parti québécois, de 1976 à 1982". Dans le contexte actuel, cette publication paraît directement branchée sur l'actualité, même si l'analyse ne tient pas compte des événements importants qui ont secoué la vie politique québécoise depuis le mois d'octobre. Une étude qui compte quelque 90 pages, publiée aux Éditions socialisme et indépendance avec la collaboration du département de travail social. À souligner, l'importante contribution de Mme Annie Autonès qui a travaillé sur ce dossier comme assistante de recherche.

L'auteur rappelle d'abord le projet péquiste initial, énoncé dans le programme officiel du Parti: doter le Québec d'une véritable politique de redistribution des ressources; développer la croissance économique pour accroître la justice sociale et améliorer la vie; garantir à tous et à toutes un revenu minimum décent. Après six années de pouvoir, que sont devenus ces engagements?

Dans un premier temps, Yves Vaillancourt résume l'évolution de certains programmes sociaux dans une conjoncture de crise économique: l'aide sociale, les allocations familiales provincia-

les, les services sociaux, le supplément de revenu de travail, etc. Dans un deuxième temps, l'auteur articule une réflexion plus critique et globale des politiques sociales de ce gouvernement, autour de trois axes centraux: la question nationale, la social-démocratie et l'utilisation de la stratégie de revenu minimum garanti pour gérer la crise.

Ce qu'il constate: tant dans sa gestion des programmes sociaux que dans ses orientations générales, le Parti au pouvoir affiche de plus en plus clairement le caractère de classe de ses politiques, liées aux intérêts dominants. D'autant plus que face à la crise, les organisations du mouvement ouvrier et populaire ont eu de la difficulté à dépasser les luttes sectorielles, à développer des revendications communes, à créer un rapport de force à leur avantage.

"Le mouvement ouvrier et populaire", conclut l'auteur, vit une période de transition, de gestation entre les stratégies d'hier et celles de demain. Cette recherche de nouvelles stratégies impliquera, entre autres, la construction d'alliances plus fortes et larges entre intervenants et usagers dans le champ des politiques sociales."

C.G.



Un Répertoire du personnel politique québécois vient d'être publié par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Compilé et présenté par M. Pierre Drouilly, professeur au département de sociologie, l'ouvrage donne les noms de tous les candidats parlementaires à l'Assemblée nationale et à la Chambre des communes du Canada, de 1867 à 1982. Y figurent également, pour la même période, ceux des sénateurs québécois et des conseillers législatifs. Il s'agit d'un complément aux "Statistiques électorales du Québec de 1867 à 1981", paru récemment dans la même collection (Bibliothèque et documentation, no 10).

Dans les 800 pages que compte le Répertoire, on trouve, par ordre chronologique, la date de toutes les candidatures, élections ou nominations, tant au fédéral qu'au provincial, au sénat qu'au conseil législatif, qu'il s'agisse d'élections générales ou partielles. L'affiliation politique et la circonscription électorale des candidats est également précisée, de même que la division législative, dans le cas des nominations.

Au total, quelque 8000 noms sont inscrits, dont ceux de 349 femmes et 7651 hommes. Sur ce, 2189 ont été députés, sénateurs ou conseillers législatifs, et 5811 n'ont jamais été élus. Selon M. Drouilly, l'ouvrage fournit, en quelque sorte, "le canevas de la carrière politique de tous les candidats, députés, sénateurs et conseillers législatifs du Québec depuis la Confédération."

Un outil de travail conçu à l'intention de tous ceux que la vie politique intéresse: historiens, sociologues, politologues, professeurs, étudiants, analystes politiques, journalistes ou simples citoyens.

C.G.



Qui suit d'un peu de près l'évolution du mouvement féministe, trouvera dans "L'INTERVENTION FÉMINISTE, l'alternative des femmes au sexisme en thérapie", matière à réflexion. L'ouvrage se présente comme un bilan. C'est aussi un ouvrage critique. Un ouvrage militant. Écrit par quatre enseignantes en travail social, deux de l'UQAM, Christine Corbeil et Carole Lazure, deux de l'UdeM, Ann Pâquet-Deehy et Gisèle Legault.

Le terme même d'intervention féministe est relativement récent. Les auteures, au début de leur livre, ont tenu à en préciser le sens. Elles ont également voulu rendre compte de ses antécédents, ou de ce qui l'a vu naître: "l'imposition des rôles sociaux et l'incidence de la maladie mentale chez les femmes et le sexisme ou les stéréotypes chez les intervenants."

Le cœur du livre explore l'intervention féministe à travers les écrits des dix dernières années: ses objectifs, ses stratégies, les emprunts que ses protagonistes font aux diverses approches en santé mentale, les modalités d'action collective qu'elle propose.

Dans un dernier chapitre, les auteures se situent en tant qu'intervenante-chercheuses du champ des affaires sociales. Et elles articulent une critique à l'égard des fondements théoriques de l'intervention féministe et de leur application pratique. "L'intervention féministe, en service social comme ailleurs, en est à ses débuts, elle est donc davantage marquée par ses oppositions et réactions aux modes d'intervention qui l'ont précédée que par ses propres formulations théoriques. S'il est indispensable qu'elle se maintienne en tant que mode d'intervention spécifique, il faut pour cela qu'elle se définisse des bases théoriques claires et originales en plus de les intégrer aux éléments théoriques empruntés ailleurs."

"L'intervention féministe, l'alternative des femmes au sexisme en thérapie", vient tout juste de paraître aux Éditions coopératives Albert Saint-Martin. Les quatre auteures (professeures-féministes-intervenantes), ont formé en 1980, le Groupe de recherche en intervention féministe (G.R.I.F.). Mais, selon elles, il y a place pour plus d'une équipe dans leur domaine de recherche et d'intervention: "Le champ est vaste et nous croyons qu'il doit être spécifié en fonction des clientèles et des modes d'approche."

H.S.

Expo-Voyage sur la Grande Place

Une exposition vouée à l'information touristique pour les jeunes et les étudiants se tiendra sur la Grande Place du pavillon Jasmin les 7 et 8 mars, de 11 à 21 heures. Le thème: Expo-Voyage. Claudine Guibert, étudiante en gestion et intervention touristiques, est responsable régionale de l'exposition pour le compte de l'OTÉQ (Organisation pour le tourisme étudiant au Québec).

Le travail d'organisation et d'encadrement que cela implique sera crédité puisqu'il est exécuté dans le cadre de son stage de troisième année de baccalauréat.

Expo-Voyage entend fournir aux étudiants l'occasion de communiquer directement avec les divers intervenants dans le domaine. Une foule d'informations sera à leur disposition: de la simple excursion au grand voyage, au

Québec où ailleurs, qu'il s'agisse de questions relatives à l'hébergement, au transport ou à l'organisation du tourisme régional...

Claudine Guibert voit en outre dans cette initiative l'occasion, pour les jeunes et les étudiants, d'exprimer leurs besoins et leurs attentes face au milieu touristique.

C.G.

Collecte de sang

La société canadienne de la Croix-Rouge tiendra une collecte de sang sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin le lundi 21 mars, de 14 h 30 à 20 h 30; le mardi 22, de 14 h 30 à 20 h 30 et le mercredi 23, de 9 h 30 à 15 h 30.

Objectif: 500 dons. H.S.

clinique dentaire

jacques cournoyer, dmd
paul lacoste, dmd

842-9557

870 est, de maisonneuve,
édifice les atriums

Conseil d'administration

À sa réunion régulière du 22 février, le conseil d'administration a:

- autorisé la signature de la prolongation du bail du pavillon Place Phillips;
- nommé M. Paresh Chattopadhyay au poste de directeur intérimaire du module de sociologie;
- nommé Mme Sylvie Pinard au poste de directrice intérimaire du module de danse;
- nommé M. René Paoletti au poste de directeur du département de kinanthropologie et, suite à cette nomination, levé définitivement la tutelle au département de kinanthropologie;
- changé l'appellation du département de mathématiques pour celle de département de mathématiques et d'informatique;
- adopté des modifications au Pro-

gramme d'aide financière aux chercheurs et aux créateurs (PAFACC);

- adopté le projet de répartition des nouveaux postes de professeurs pour l'année 1983-1984 tel que recommandé par la commission des études;
- adopté les exigences de qualification pour les chargés de cours de la cellule enfance inadaptée du département des sciences de l'éducation et pour les chargés de cours du regroupement théâtre et danse;
- suspendu les nouvelles admissions au programme de certificat de 1er cycle en enseignement du français en classes d'accueil et d'immersion;
- nommé les membres du comité d'attribution de la médaille de l'UQAM pour la présente année;
- procédé à l'engagement d'un professeur.

Comité exécutif

À sa réunion régulière du 8 février, le comité exécutif a:

- modifié la méthode administrative no 6 relative aux frais de voyage et la méthode administrative no 17 concernant la comptabilisation des revenus et les récupérations des dépenses;
- nommé M. Jean Vianney-Bergeron au poste d'adjoint au doyen de la gestion des ressources (Politique);
- nommé M. Guy Boucher au poste d'adjoint au vice-recteur aux communications.

...

À sa réunion régulière du 22 février, le comité exécutif a:

- renouvelé le contrat de 13 cadres;
- autorisé la signature d'un contrat d'entente entre l'ACDI et l'UQAM con-

cernant le projet "Riziculture, Rwanda";

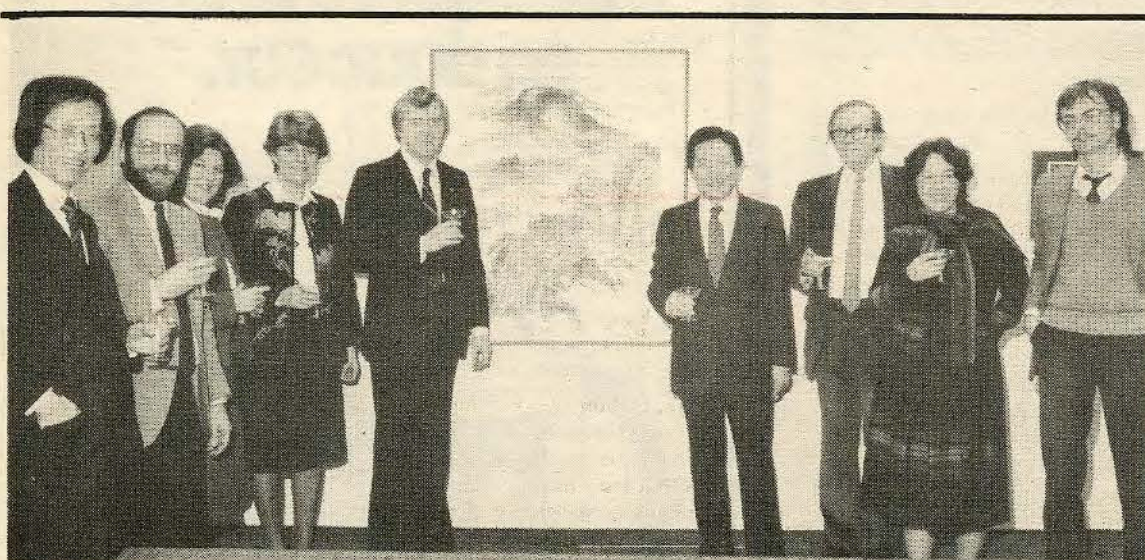
- délégué au secrétaire général la responsabilité d'exercer les fonctions relatives à la Loi 65 sur l'accès aux documents des organismes publics;
- adopté la méthode administrative no 18 relative à la préparation d'un programme triennal des investissements et à une méthodologie d'élaboration du budget annuel;
- accepté la donation de M. Michel Lizée du fonds d'archives du FRAP;
- accepté la donation par M. Maurice Soulières du fonds de l'Association des Professeurs Laïques des Écoles Normales du Québec (APLENQ);
- accepté la donation par M. Edouard Lachapelle, peintre, du fonds de documentation constitué par ce dernier de 1943 à 1981.

"Ben voyons bébé..."

Pour prolonger quelque peu la fête internationale des femmes, le SEUQAM organise une présentation de "Ben voyons bébé... y'a rien là", création collective du Théâtre Parminou, au studio-théâtre Alfred Laliberté, le jeudi 10 mars à 17h30. Le spectacle s'attaquera à "un sujet tabou,



génant, honteux: le harcèlement sexuel". Le prix d'entrée est exceptionnellement bas: 2\$. Qu'on se le dise!



Dans l'ordre, M. Joseph Chung, directeur du LARSI; M. Luc Monette, directeur de la Galerie UQAM; Madame Lisette Dupont, directrice du développement des collections; Madame Claire McNicoll, vice-rectrice associée à l'enseignement et à la recherche; le recteur de l'UQAM, M. Claude Pichette; le consul général de Corée du Sud, M. Chang-Hoon Kim; M. Julien Laperrière, directeur général adjoint des bibliothèques; Madame Colette Rivet, directrice de la bibliothèque centrale; M. Jean-Pierre Côté, directeur des services techniques et des services informatisés des bibliothèques.

Dons d'ouvrages coréens à l'UQAM

M. Chang-Hoon Kim, consul général de la Corée du Sud, a fait don à l'Université d'ouvrages portant sur l'histoire, la géographie et la vie culturelle de son pays. La remise de cette collection de volumes symbolise une autre étape dans l'effort de rapprochement

entre la Corée et le Québec, effort marqué d'un premier jalon, l'exposition à la Galerie UQAM en décembre-janvier des oeuvres de Madame Cum Chul Kim, artiste qui exprime l'âme coréenne par la peinture sur soie et sur papier de riz.

Universitaire et francophile, ancien ambassadeur au Gabon, M. Chan-Hoon Kim a fait des études supérieures en France et a été professeur à l'Université de Corée à Séoul.

Avis public

Conformément aux dispositions contenues en l'article 8 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Loi 65), je désigne le secrétaire général, Me Pierre Brossard, pour exercer les fonctions que la Loi 65 confère à la personne responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels à l'Université du Québec à Montréal.

Le 22 février 1983

Claude Pichette
Recteur

Du côté des cégeps

L'UQAM veut diversifier ses modes de recrutement

Comment les universités québécoises recrutent-elles leurs clientèles étudiantes? Par la publicité dans les médias? Par le bouche à oreille? Ou par divers autres

À l'UQAM, deux agents d'admission sont chargés du dossier recrutement-étudiant. Huguette Magnan-Roy y travaille depuis trois ans. Elle explique que jusqu'ici l'UQAM a concentré ses efforts sur le recrutement de 1er cycle, du côté des cégeps. Peu de choses, dit-elle, ont été faites pour attirer à l'UQAM une clientèle de 2e et 3e cycles. "Nous cherchons actuellement à corriger cela. De même que nous voulons tenter une nouvelle percée chez les adultes (avec ou sans DEC)."

Dans les cégeps, l'UQAM n'est pas seule à courtiser les étudiants. Toutes les universités font la tournée annuelle des cégeps. Elles la font même ensemble, selon un calendrier précis qui va de la fin septembre jusqu'en février. Ce calendrier est établi chaque année par un Groupe de travail sur l'information universitaire, en collaboration avec les cégeps. Sur le Groupe de travail siègent des délégués des diverses universités.

Tous les agents d'admission universitaires, responsables du



Mme Huguette Magnan-Roy

recrutement, se retrouvent donc tel jour dans tel cégep. "Généralement, raconte Mme Magnan-Roy, le cégep met à notre disposition des kiosques dans un lieu de grande circulation. De telle sorte que le plus gros des étudiants puissent facilement nous rencontrer.

Certains cégeps préfèrent des rencontres plus organisées. Elles ont habituellement lieu dans un auditorium. À tour de rôle, les agents font un exposé suivi d'une période de questions.

Avec les années, entre les divers agents d'admission s'est établie une certaine éthique. Pas question de dénigrer les programmes ou les services d'une autre université. "Chacun met plutôt en valeur les richesses et les particularités de son institution. Par exemple, l'UQAM a des programmes d'étude uniques (sexologie, sciences juridiques, gestion et intervention touristique, etc.). L'UQAM a aussi une structure pédagogique singulière, (modules/départements). Elle a des modes de fonctionnement qui lui sont propres. C'est cela que nous cherchons à faire ressortir."

Les cégepiens, quant à eux, réagissent différemment selon qu'ils sont de la région montréalaise ou de l'extérieur. "Ici, à Montréal, les étudiants nous connaissent bien. Dans les régions éloignées, il faut d'abord situer l'UQAM géographiquement (au coeur de la ville, sur la ligne du métro...)"

Il y a chez les étudiants des

programmes d'études "dans l'vent". Pour le moment, dit Huguette Roy, ils s'intéressent particulièrement aux communications (lettres), à l'administration (sciences de la gestion), à la psychologie (sciences humaines), à l'informatique de gestion (sciences), à l'éducation physique et au pré-scolaire (formation des maîtres), au design graphique (arts). Selon elle, la déception est grande quant ils apprennent que la plupart de ces programmes sont contingents.

Pour Mme Roy, les tournées annuelles dans les cégeps sont importantes. Elles permettent aux étudiants d'avoir des informations de première main, et cela de l'ensemble des universités québécoises. Il faut, croit-elle, poursuivre cette expérience, tout en développant de nouveaux modes de recrutement pour des clientèles autres.

H.S.

Le CIRADE dans ses nouveaux locaux

C'est le jeudi 10 mars que le Centre interdisciplinaire de recherches sur l'apprentissage et le développement (CIRADE) inaugurera officiellement ses nouveaux locaux au pavillon arts IV.

Les unités du CIRADE se regroupent dans le corps de bâtiment ayant façade rue Sherbrooke. L'imposant édifice, qui a connu divers âges pédagogiques, de l'École technique à l'UQAM en passant par le cégep du Vieux-Montréal, a subi une nouvelle toilette de réfection.

l'Uqam hebdo

Éditeur
Le service de l'information et des relations publiques
Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, Succursale «A»
Montréal, Qué., H3C 3P8

Section information-publications
responsable: Pierre Gélinas
Rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

Tél.: 282-6179.
L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

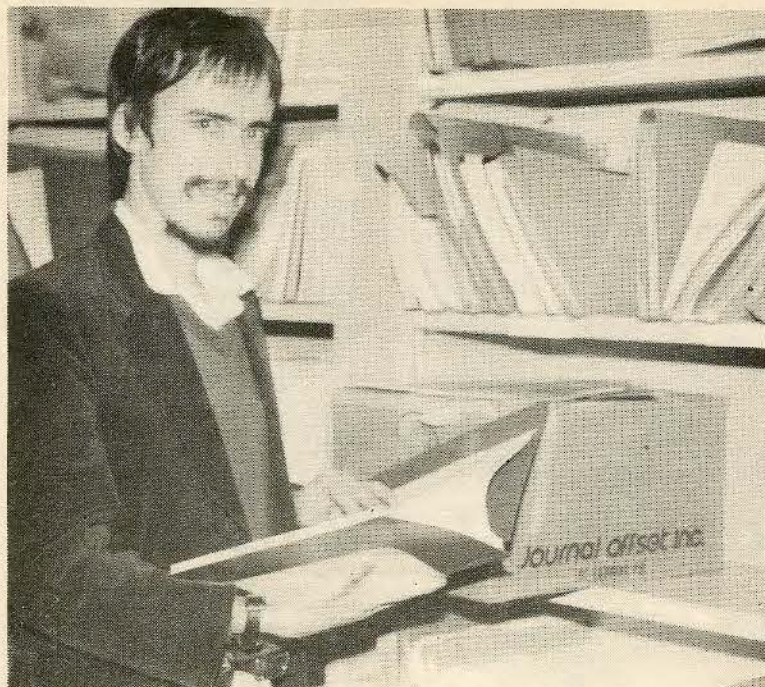
Publicité: Micheline Chartier
Tél.: 282-6179

Photographies: Gilles St-Pierre, Roger Bernard, service d'audiovisuel.

Lettres à l'Uqam
Les lettres à l'Uqam doivent avoir au maximum 25 lignes dactylographiées, parvenir au journal le mardi, à midi, précédant la date de publication, et porter la signature de leur auteur.

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec.
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 0714-6973

La reproduction des articles, avec mention obligatoire, est autorisée sans préavis.



M. André Valiquette

L'histoire de la FAS: un éclairage sur l'actualité

Faire l'histoire de la Fédération des affaires sociales, c'est aussi faire celle du syndicalisme dans les hôpitaux, la FAS ayant toujours regroupé la grande majorité des travailleurs qui y sont employés. À l'approche du 50e anniversaire de la syndicalisation dans les centres hospitaliers québécois, André Valiquette, adjoint de recherche au département d'histoire, termine une étude sur le sujet qui fera l'objet d'une publication à la fin de l'année. Le titre: "Histoire de la Fédération des affaires sociales de la CSN, des origines à nos jours (1934-1976)".

Robert Comeau, professeur au même département, a la responsabilité administrative de cette recherche, en cours depuis 1978. Le projet a été conçu et réalisé dans le cadre du Protocole UQAM-CSN-FTQ, et subventionné par le Fonds institutionnel de recherche et la FAS. Fait à souligner, le prêt à l'UQAM des archives de la Fédération a eu d'importantes retombées pour les étudiants du baccalauréat et de la maîtrise en histoire.

Dans le cadre d'activités modulaires, une soixantaine d'entre eux ont pu participer au dépouillement, à la classification, à la création de fichiers et à divers travaux exploratoires sur la base de ces documents. Huit autres ont accompagné André Valiquette dans les régions pour mettre sur fiches, photocopier et emprunter sur place des archives - un projet PAC financé par les services communautaires. Et trois étudiants de 2e cycle ont fait leur mémoire de maîtrise en puisant dans ces sources premières. M. Valiquette est de ceux-là.

Ce dernier souligne l'intérêt de l'étude en cours. L'histoire d'une Fédération de syndicats locaux permet, à son avis, de se rapprocher des préoccupations quotidiennes des travailleurs et de mieux suivre l'évolution de leurs conditions de travail. Elle permet aussi d'intégrer à l'analyse historique les facteurs relatifs aux

contraintes de l'action ouvrière: celles liées à la mentalité du milieu hospitalier, dirigé par les communautés religieuses jusqu'en 1960; celles concernant l'origine sociale et géographique des employés d'hôpitaux, issus en grand nombre des régions les plus pauvres du Québec; celles se rapportant à l'organisation même du travail qui a, par exemple, entraîné dans certaines régions, la formation de syndicats d'hommes et de syndicats de femmes; celles, enfin, ayant trait au pouvoir de marchandage réduit de ce groupe de syndiqués faiblement qualifiés, composé d'une forte majorité de femmes (environ 70%), la discrimination sexuelle ajoutant encore à la difficulté de négocier.

Selon André Valiquette, l'approche historique a l'avantage de jeter un nouvel éclairage sur les débats d'actualité. Elle permet, entre autres, de mesurer le chemin parcouru au plan des relations de travail, du régime de négociations, de l'idéologie syndicale, etc. Il suffit de rappeler que dans les années 30, la semaine normale d'un employé d'hôpital variait entre 72 et 84 heures, en échange de revenus bien en deca du minimum vital; qu'à travail égal, le salaire des femmes ne représentait jamais plus de 56% de celui des hommes; qu'il a fallu attendre les années 60 pour voir apparaître dans les conventions collectives les définitions de tâches, etc.

Redonner aux travailleurs concernés une mémoire collective, dit André Valiquette, mais aussi démontrer l'influence positive du syndicalisme sur la qualité des soins. Enfin, faire comprendre que la revendication et l'obtention du droit de grève en 1964 est le fruit d'une longue expérience d'arbitrage obligatoire. Arbitrage qui a sans doute corrigé certains abus flagrants, mais s'est révélé impuissant à assainir un milieu de travail où régnait souvent un ordre arbitraire et discriminatoire.

C.G.

"Archéologie-Québec 83": conférences et films

- 21 mars, 19 h, foyer d'exposition, JM-400, vernissage et lancement d'une brochure d'information générale sur l'archéologie;
- 22 mars, à midi, AM-050, Recherche à l'Université de Montréal: le site de Pointe-du-Buisson, par M. Claude Chapdelaine, UdeM;
- 22 mars, 20 h 15, AM-050, Treize

- ans de recherche et d'enseignement au laboratoire d'archéologie de l'Université du Québec à Montréal, par MM. Patrick Plumet et Jean-François Moreau;
- 23 mars, 20 h 15, AM-050, L'archéologie sub-aquatique: le San Juan 1565 et les chasseurs basques de baleines dans l'estuaire

- du Saint-Laurent, par M. Robert Grenier, Ottawa;
- 24 mars, 20 h 15, AM-050, La recherche archéologique à Parcs Canada, par M. Pierre Beaudet, Québec;
- 24 mars, 21 h 30, AM-050, L'archéologie au ministère des Affaires culturelles, par M. Cornéliu Kirjan, Québec;

- 28 mars, AM-050, soirée de projection de films en présence des réalisateurs: à 20 h 15, "Baie James, 5 000 ans d'histoire", de M. Gilles H. Picard; à 21 h 30, "Où sont allés les Dorsetiens?", de M. Thomas Cadieux;
- 29 mars, 20 h 15, AM-050, "Prospection et fouilles archéologiques à Montréal", par Madame Pauline Desjardins et M. Jean-Guy Brossard;
- 29 mars, 21 h 30, AM-050, La démarche archéologique dans le contexte du développement hydro-électrique, par M. Yves Labrèche;
- 30 mars, à midi, AM-050, reprise du film "Baie James, 5 000 ans d'histoire";
- 30 mars, 20 h 15, AM-050, L'archéologie sub-aquatique au Québec: les fouilles dans le Richelieu et la baie de Gaspé, par M. André Lépine.

La restructuration... (suite de la page 1)

suffisantes pour assurer la liberté de conscience à l'école?"

• Daniel Baril, président du Mouvement laïque québécois, fera porter son exposé sur la laïcité et le pluralisme et se demandera si "L'école laïque est la solution à l'impasse actuelle".

Mme Micheline Lamarre, représentante "socio-économique" au comité de programme du certificat en éducation morale, explique que le débat public s'inscrit dans une campagne de sensibilisation. "L'avant-projet de restructuration scolaire, rappelle-t-elle, est actuellement soumis à la consultation; il faut réagir avant qu'il ne devienne loi. Il faut se demander si, au plan de la confessionnalité, ce projet ne tend pas à diviser la société québécoise sur la base

d'une option religieuse. Il faut se demander si dans une société pluraliste, l'éducation religieuse ne devrait pas revenir à l'Église (aux différentes confessions), plutôt qu'à l'État (aux écoles)."

Mme Lamarre ajoute: "Si l'État faisait l'économie de la confessionnalité, ce sont des sommes folles qu'elle récupérerait."

L'idée d'un débat public sur la confessionnalité et la restructuration scolaire vient d'une étudiante au certificat en éducation morale, Danielle Saint-Jean. Pour concrétiser son projet, elle a reçu une subvention de 500\$ des services communautaires de l'Université (PVM). M. Jacques Grenier, du Mouvement laïque, l'a assistée dans le travail d'organisation.

H.S.

L'accueil au Phillips: pour bientôt?

Au pavillon du Carré Phillips, le va-et-vient est de plus en plus grand. Des centaines d'étudiants passent là chaque semaine. En fait, 37 salles de cours sont maintenant occupées aux heures de pointe (17h à 21h), du lundi au jeudi. Et non seulement par des étudiants du Phillips, modules de maths, d'info, de gestion, d'enseignement des sciences, mais aussi par des étudiants qui viennent de chimie, physique, biologie, et des sciences administratives. En outre, le Phillips abrite la direction de l'UQAM (administrative et d'enseignement-recherche), les archives, un centre de recherche (CIEE), le service du personnel, la bibliothèque des sciences... C'est dire qu'il n'est pas farfelu de songer à y installer un kiosque d'accueil et de renseignements.

Les démarches en ce sens sont amorcées. Jean-Pierre Pilon, du service communautaire - de qui relève l'ensemble des kiosques d'information à l'UQAM - pense concrétiser le projet sous peu. Il aimerait répéter au Phillips ce qui s'est fait au pavillon des sciences, c'est-à-dire jumeler le kiosque de renseignements au point de service audio-visuel. Cela permet, explique-t-il, une économie de locaux, de ressources humaines. "Et pour les usagers, pense M. Pilon, c'est une économie de temps, puisqu'ils peuvent trouver au même endroit des réponses à

différents besoins. D'autre part, cela permet de prolonger les heures d'ouverture, le personnel pouvant se partager la tâche. Actuellement, au point de service audio-visuel du Phillips (C-2410), l'horaire ne peut courir que de 13h à 20h30."

Le jumelage des services intéresse également Gaétan L'Heureux, responsable à l'UQAM du prêt et de l'autoproduction à

l'audio-visuel. Mais il croit qu'au Phillips il faudrait trouver un autre local que le C-2410. "Qui n'est pas assez visible pour un kiosque d'accueil et de renseignements. Et qui est trop petit pour loger deux services." Selon lui, vaut mieux attendre et s'installer dans un local immédiatement localisable pour quiconque entre au pavillon Phillips.

H.S.

Celle qui se prend en douceur.



En communication

Parmi les invités d'importance du département de communication cet hiver: M. Yves Eudes, du Department of Political Sciences, Hurton Center, University of New Hampshire. M. Eudes prononcera une conférence publique le jeudi 10 mars, à 19h30, à la salle AM-050 sur "La conquête des esprits ou l'envahissement de la culture américaine". M. Eudes fera écho à son plus récent ouvrage paru aux Éditions François Maspero: "La conquête des esprits".